**DECLARATION UN-FVG N° 004 DU 08/04/25**

Nous, acteurs politiques, réunis ce jour Mardi 08 Avril 2025 au sein de l’**US-FVG (UNION SACREE DES FORCES VIVES DE GUINEE)** en session extraordinaire, pour évaluer l’état d’avancement du déroulement des activités pour le retour à l’ordre constitutionnel.

A cet effet, nous avons exprimé d’une part notre profonde préoccupation face à la récente sortie du **Ministère de l’Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD)** par le billet de la Directrice Nationale des Affaires Politiques après l’évaluation des partis politiques annonçant l’organisation des futures élections par le MATD et la mise en place d’un observatoire électoral en se servant du fameux cadre de dialogue inter guinéen dont les résolutions sont rangées dans les tiroirs.

D’autre part :

Le déroulement de nos jours les activités pour le retour à l’ordre constitutionnel sans chronogramme réaliste et réalisable qui constitue une préoccupation majeure dans les QG des partis politiques ; c’est pourquoi, l’US-FVG au vu de la situation interpelle les autorités à tous les niveaux afin d’impliquer les acteurs concernés dans la gestion du processus.

Aujourd’hui, force est de reconnaitre que, nous acteurs sociopolitiques légalement constitués apprécions le programme cadre de développement de notre pays initié par le CNRD à travers les divers chantiers en cours d’opérationnalisations, malgré certains manquements constatés dans son fonctionnement.

Le 05 Septembre 2021 a marqué un tournant décisif pour les forces de défenses et de sécurités à prendre leur responsabilité pour redonner une autre dimension à la gestion de notre pays (Rectification institutionnelle-Refondation…), qui d’ailleurs a poussé tous les acteurs de la vie de la nation à adhérer massivement à leurs idéaux.

Raison pour laquelle nous acteurs politiques et le CNRD avons l’intérêt et l’obligation de nous entendre sur le minimum et bannir l’adversité afin de dresser un nouveau chronogramme consensuel conformément à l’esprit de l’article 77 de la charte de la transition.

Y égard le dernier développement de la situation sociopolitique, le MATD ne remplit plus les critères d’impartialités et de transparences pour organiser les futures élections ; pour ce fait il est impératif d’ouvrir un couloir de concertation pour réévaluer cette disposition avec les acteurs concernés.

Rappelant les efforts consentis par les facilitatrices et l’ensemble des acteurs de la vie de la nation à produire un rapport assorti des 35 résolutions issues dudit cadre qui n’ont pas été prise en compte par les autorités à date.

* Considérant le non-respect du délai de la transition ;
* Considérant l’impérieuse nécessité de relecture du contenu de la charte de la transition et des résolutions du cadre de dialogue en certains de ces articles qui ne riment plus avec le contexte actuel pour une meilleure requalification ;
* Sachant que le déroulement du processus de la transition interpelle tous les acteurs de la vie de la nation ;
* Vu l’agissement unilatéral du MATD à mettre à tout moment les acteurs politiques devant les faits accomplis sur le déroulement des activités de la transition ;
* Vu l’interruption du processus PN-RAVEC au profit d’un recensement à titre exceptionnel dont on n’est pas imprégné de la motivation ;
* Vu la réception des kits d’enrôlement sans associés les parties prenantes ;
* Vu le recrutement par le MATD des assistants RH et leurs déploiements sur toute l’étendue du territoire national en vue de procéder au recrutement des agents recenseurs sans associés les acteurs concernés du processus.

L’US-FVG invite le **Président MAMADI DOUMBOUYA** à instruire les autorités de la transition à tous les niveaux par le billet de son Premier Ministre à impliquer les acteurs de la vie de la nation afin de trouver un nouveau chronogramme consensuel.

* Au Président du CNT de tenir compte des recommandations des acteurs politiques issues de l’atelier de présentation de l’avant-projet de la nouvelle constitution tenu le Mardi du 20 au 21 Aout à Kindia et de faire en sorte comme toujours que les acteurs sociopolitiques soient impliqués dans la campagne référendaire ;
* Au Premier Ministre chef du gouvernement à instruire son Ministre de l’Administration du Territoire et de la Décentralisation à procéder à la régularisation avec effet rétroactif de la subvention publique des partis politiques évalués et autorisés conformément à la charte des partis politiques suivant la loi organique : ***L /91/002/CTRN DU 23 DECEMBRE 1991 portant charte des partis politiques suivant l’article 25.***

Par la même occasion, invite le Ministre de l’Administration du Territoire et de la Décentralisation à impliquer l’ensemble des acteurs concernés dans la mise en œuvre des activités de la transition.

Aux partenaires techniques et financiers à soutenir et accompagner le processus de retour à l’ordre constitutionnel.

Aux acteurs sociopolitiques de se départir de l’individualisme et de toutes considérations interpersonnelles afin d’œuvrer pour une transition apaisée et réussie.

Aux peuples de Guinée de rester vigilant et de ne céder à la manipulation.

**Vive la République Guinée.**

**Vive l’US-FVG.**

**Que dieu bénisse la Guinée et les Guinéens.**